

Synthèse scientifique

du 3^{ème} Symposium « Lait, vecteur de développement »

Texte lu en plénière le 13 juin 2019 à Dakar

Au nom du Comité Scientifique, une première synthèse « à chaud » a été lue en plénière au cours de la session de conclusion du Symposium. Ce texte est repris ici dans une version légèrement complétée.

Près de 200 participants issus de 23 pays¹ d’Afrique, d’Europe, d’Amérique du Nord et d’Asie centrale se sont retrouvés à Dakar les 12 et 13 juin 2019 pour les 3^{èmes} Rencontres « Le lait, vecteur de développement ». Ces rencontres étaient articulées autour d’un colloque scientifique, d’une table ronde, et d’une foire des innovations. Au total, 25 communications et 25 posters ont été présentés lors du colloque. La foire a rassemblé 18 stands traitant des dispositifs de collecte et de transformation du lait local. Toutes ces présentations ont donné lieu à de nombreux échanges qui ont été d’autant plus riches que le symposium a rassemblé un public varié. En plus de la communauté des chercheurs, qui organisaient l’évènement, étaient présents de nombreux experts, des ONGs, des représentants d’organisations d’éleveurs, des industriels, des décideurs politiques, des organismes de financement, des étudiants et des journalistes.

Pendant ces 2 jours, de nombreux résultats de recherche, de points de vue, et d’expériences ont été présentés. Notre connaissance du secteur a avancé, notre culture commune s’est renforcée. Nous avons pu échanger pendant les pauses, autour des posters, ou devant les stands de la Foire des Innovations. Nous avons aussi débattu en plénière, avec parfois de vifs débats. Ces deux jours ont été denses, parfois « trop denses », mais en tout cas extrêmement riches.

Deux enseignements paraissent ressortir de ces rencontres. Le premier concerne les **nouvelles solutions techniques et institutionnelles** pour le développement durable de la filière laitière. Plusieurs expériences pilotes, innovations ou propositions ont été discutées pendant le symposium qui méritent d’être soulignées ici. Le second enseignement de ces rencontres concerne la nécessité de **construire des partenariats mutli-acteurs** internationaux et locaux pour accompagner les trajectoires de développement.

I/ Solutions pour développer la filière : les avancées, et les points qui restent en débat

Au cours de la première session, les présentations ont souligné **l’énorme enjeu que représente le développement de la filière du lait local en Afrique de l’Ouest**. Les organisations de producteurs, les industriels, les ONGs, les organismes de recherche, les représentants des autorités régionales, et les

¹ Les 23 pays représentés étaient issus d’Europe de l’Ouest (Allemagne, Belgique, Danemark, France, Irlande, Italie, Pays-Bas et Suisse) ; d’Afrique du Nord (Algérie, Maroc et Tunisie), d’Afrique subsaharienne (Burkina Faso, Côte d’Ivoire, Kenya, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad), d’Amérique du Nord (Canada, Etats-Unis), et d’Asie centrale (Kazakhstan)

partenaires au développement ont souligné que la production agropastorale de lait représentait un potentiel important pour la collecte de lait en Afrique de l'Ouest, et qu'elle était aujourd'hui encore très largement sous-valorisée. Ils ont aussi souligné que le développement de cette collecte de lait local se heurtait à de nombreuses contraintes techniques et organisationnelles.

Plusieurs leviers techniques pour augmenter la production de lait local ont été mis en évidence. Il s'agit d'abord de l'amélioration des pratiques d'élevage. Des solutions existent pour agir sur les rations des vaches laitières : il s'agit de la promotion des cultures fourragères adaptées aux conditions locales, et de la valorisation des sous-produits agricoles et agro-industriels locaux. L'augmentation des quantités de lait disponibles pour la collecte passe aussi par l'amélioration génétique des vaches laitières, par sélection des races locales ou par métissages. L'amélioration de la qualité du lait a aussi été identifiée comme un point de passage obligé pour augmenter la collecte de lait local. Plusieurs expériences de partenariats éleveurs-laiteries ont été relatées, qui montrent que la collecte de lait en zone agro-pastorale est possible, et qu'elle constitue un levier pour sécuriser les conditions de vie des populations rurales, notamment dans le Sahel.

Les échanges ont aussi montré qu'il restait des points de débat entre les différents acteurs, et que tous ne partageaient pas la même vision du développement de la filière dans la sous-région. Par exemple, les enjeux « d'incorporation » du lait local par les industriels, ou les niveaux de taxation des importations de poudre dans le cadre du TEC de la CEDEAO constituent des points de divergence. Ces deux points nécessitent d'approfondir les échanges entre éleveurs, industriels, décideurs politiques et bailleurs de fonds.

En complément de cette première session la Foire des Innovations a permis de passer en revue plusieurs solutions techniques et organisationnelles pour améliorer la collecte de lait local. Les différents stands ont présenté le matériel disponible pour refroidir le lait en zone non électrifiée, ou des techniques de transformation du lait et d'analyse de la qualité. La foire a aussi souligné l'importance d'accompagner les groupements de producteurs dans la gestion des centres de collecte et dans l'approvisionnement en intrants. Plusieurs stands ont proposé aussi des guides de bonnes pratiques ou des guides de procédure pour la collecte du lait local, ainsi que des expériences de projets.

Ce thème de l'amélioration de la collecte de lait a été aussi abordé par les communications et les posters présentés au cours de la session 2. Plusieurs modèles de valorisation du lait local ont été présentés. Le rôle des mini-laiteries, des centres de collecte, des coopératives, mais aussi des industries ont été soulignés. Beaucoup d'intervenants ont insisté sur la nécessité d'établir des contrats ou des partenariats durables entre producteurs, collecteurs et transformateurs pour l'établissement de circuits de collecte pérennes. Pour les transformateurs, plusieurs produits « de niche » constituent autant de solutions pour valoriser le lait local sur le marché : ces produits « de niche » sont par exemple le lait pasteurisé ; la crème et le beurre ; ou les fromages. Des matériels tels que les mini-tanks de stockage, les tanks solaires, ou d'autres modes de réfrigération en zones non électrifiées constituent autant de solutions techniques pour booster la collecte de lait local. Des modes de gestion de la qualité, du paiement à la qualité, les systèmes de crédit pour l'approvisionnement en aliment bétail, d'organisation de la collecte, le rôle des emballages, des matériels d'analyses, des groupements de collecte ont aussi été soulignés, avec des expériences qui donnent espoir.

La session 3 a souligné la **diversité de laits et des produits laitiers** consommés dans le monde, et en particulier en Afrique. Le lait est une matière première exceptionnelle par la multitude d'opportunités de valorisation économiques possibles. La session et les stands de dégustation des produits ont permis de présenter quelques échantillons de la richesse du patrimoine laitier mondial, et des innovations en cours pour développer de nouveaux produits et débouchés. Les enjeux de caractérisation des produits

locaux ont été soulignés, afin d'améliorer leur qualité, ou de développer des normes reconnaissant la typicité de ces produits. Les résultats permettent de mieux connaître par exemple les laits fermentés commercialisés en Europe ou en Afrique. Plusieurs communications ont aussi permis d'avancer sur la connaissance du lait de chamelle et sa valorisation. Pour valoriser ce patrimoine laitier, plusieurs expériences soulignent les besoins de concertation entre acteurs des filières, organismes d'appui et recherche. Ces espaces de concertation permettent d'aboutir à des compromis ou à des innovations pour renforcer la qualité et la compétitivité des produits locaux, ou pour développer de nouveaux produits.

La place des femmes et des acteurs vulnérables dans les filières laitières a été l'objet de la session 4. Plusieurs communications ont montré la diversité des **types d'exploitations**, la diversité des modes d'élevage et de commercialisation. Elles ont décrit les conditions de vie dans les campements pastoraux et dans les exploitations agro-pastorales, le rôle des espèces laitières (vaches, petits ruminants, dromadaires), leurs pratiques d'élevage, et leurs performances économiques, environnementales et sociales. Cette diversité est de mieux en mieux connue. Il apparaît que l'élevage semi-intensif est souvent complémentaire d'autres modes d'élevage plus extensifs. Nous sommes en mesure de penser en termes de trajectoires d'intensification progressive et durable. Dans de nombreux terrains, le rôle particulier des femmes a été souligné, ainsi que les besoins d'inclusions de ces femmes et des jeunes dans les circuits de commercialisation du lait et le captage de la plus-value qu'ils génèrent.

Enfin, la dernière session a permis de replacer le développement de la filière laitière dans un contexte de globalisation. Là encore, le rôle des industries a été souligné. De nombreuses entreprises investissent dans des dispositifs de collecte, qu'il s'agisse d'initiatives de RSE (comme la collecte de lait local par Arla au Nigeria), ou d'initiatives plus intégrées où la collecte de lait local fait partie du projet d'entreprise (comme pour la Laiterie du Berger). Cette session a une nouvelle fois souligné l'importance de discuter de nouvelles orientations en matière de politique fiscale et commerciale, afin de justifier des investissements sur le long terme des industriels dans la collecte de lait local, et pour réduire la dépendance des pays en développement vis-à-vis des importations de poudre. Le cas des mélanges de poudre de lait et de matières grasses végétale a notamment été évoqué. Plusieurs exemples de pays ayant fixé des barrières aux importations pour développer la filière lait local ont été évoqués, tels que le Maroc, la Tunisie ou le Kenya. Il a aussi été souligné le rôle des autorités dans le contrôle des pratiques d'étiquetage, afin de réduire les risques de tromperies des consommateurs dus à la mise en marché de produits de substitutions ré-engraissés. Ces produits ne sont en effet pas des « produits laitiers » au sens strict, tels que définis par les normes internationales du Codex Alimentarius.

Au-delà de ces contributions qui ont fait consensus, il reste cependant un long chemin à parcourir pour porter ensemble une vision commune du développement de la filière. La devise du « lait, vecteur de développement », porte encore en elle plusieurs points à clarifier. Pour certains, « nous n'avons pas encore défini quel modèle peut nous aider à produire suffisamment de lait local pour répondre à la demande des consommateurs ». Pour d'autres, « nous ne partageons pas encore tous la même vision d'avenir de la filière ». Nous nous sommes parfois opposés, nous nous sommes interpellés, certains points de vue ont été contestés. Il reste des oppositions dans les modèles portés par les différents acteurs, et notamment sur les 3 sujets suivants :

Sur la génétique et les pratiques d'élevage, les rencontres ont souligné le potentiel offert par l'élevage de races locales. Beaucoup de travaux ont montré l'intérêt des systèmes d'élevage semi-extensifs qui associent un noyau laitier sédentaire au reste du troupeau conduit en extensif. D'autres travaux ont rappelé le potentiel des systèmes agro-pastoraux qui valorisent les complémentarités entre

polyculture et élevage avec des performances économiques et environnementales surprenantes. D'autres communications ont au contraire souligné les avancées en terme d'élevage d'animaux métis ou de race exotique dans un contexte de fermes intensive spécialisées. Il reste pourtant encore des oppositions entre ceux qui parient sur les races locales et ceux qui parient plutôt sur le potentiel des races importées. Avec des questions liées par exemple à la « Holsteinisation » des fermes intensives, ou aux mauvaises performances économiques de certaines fermes périurbaines souffrant de la compétition sur le foncier périurbain.

Les points de vue divergent aussi sur le rôle des industries dans la collecte : Quelle organisation de la filière faut-il promouvoir, pour envisager des relations de complémentarité (et non plus de défiance) entre industries et producteurs ? Quel rôle les industries doivent-elles avoir dans la prise en charge des investissements en matériels de collecte comme les tanks réfrigérés et les moyens de transport ? Quel rôle doivent-elles avoir dans la gestion des centres de collecte ? Quelles complémentarités peut-il y avoir entre la poudre et le lait local dans l'approvisionnement des unités de transformation ? Quelles technologies faut-il promouvoir pour le stockage, le refroidissement, le transport du lait ? Sur quels seuils de qualité du lait faut-il s'accorder entre producteurs, collecteurs et industries, et sur la base de quels contrats, de quels procédures d'analyse ? Comment appuyer les éleveurs pour améliorer les pratiques d'élevage et la qualité du lait livré ? Faut-il promouvoir des systèmes de paiement à la qualité sur une base individuelle, ou plutôt des mécanismes de solidarités entre membres de la même coopérative ou du même groupement de collecte ? Là encore, il faut reconnaître la diversité des arrangements possibles. Mais il faut surtout reconnaître l'énorme besoin de travail ensemble, producteurs, industries, et organismes d'appui, à la résolution de ces questions. C'est ce qui explique que plusieurs acteurs s'engagent dans l'animation de « Plateformes d'innovation locales » qui associent éleveurs, collecteurs, industriels, et organismes d'appui.

Il reste enfin des différences de points de vue sur l'organisation du commerce : Nous ne sommes pas tous au clair avec le rôle du marché international dans l'approvisionnement des marchés africains. Faut-il, comme le pensent certains, envisager un recours constant aux importations pour approvisionner les marchés urbains en produits bon marché ? Comment gérer à moyen terme une dépendance vis-à-vis du commerce international, avec des risques liés à la volatilité des prix ? Peut-on tolérer la vente de mélanges de produits laitiers et de graisse végétale sans que ces ingrédients ne soient clairement différenciés sur les emballages ? Faut-il fixer des barrières tarifaires ou des mécanismes incitatifs pour promouvoir l'incorporation du lait local, comme le demandent avec insistance les organisations d'éleveurs ? Quels rôles les normes publiques, ou les cahiers des charges privés peuvent-ils avoir dans la promotion des produits locaux ? Quels rôles doivent jouer les consommateurs dans le développement de filières plus inclusives ? Ces Rencontres ont montré que les solutions n'étaient pas tranchées, mais qu'il fallait plutôt envisager des « nuances » pour trouver les bons compromis et les bonnes associations de mesures fiscales et réglementaires. Ces choix doivent être guidés par une vision partagée du futur du secteur laitier, et appuyés par des programmes d'investissement et de formation. Là encore, des concertations sont nécessaires pour s'accorder sur un programme d'actions et des stratégies partagées.

II/ L'intérêt de travail en réseau par des partenariats recherche-développement

Les rencontres « Lait vecteur de développement » se veulent un espace de rencontre entre la recherche, les acteurs des filières, les décideurs politique, les partenaires techniques et financiers. Ce besoin de rassembler tient à la nécessité de **construire des partenariats mutli-acteurs** internationaux

et locaux pour accompagner les trajectoires de développement. Pour construire ces partenariats, il appartient d'abord de souligner les rôles de chacun.

Pour les acteurs des filières : il convient de poursuivre la montée en puissance des **organisations de producteurs**, qui peuvent transmettre les revendications des acteurs aux décideurs politique, et souligner la diversité des trajectoires de développement. En Afrique de l'Ouest, les campagnes orchestrées par Oxfam, le RBM, l'APSS et d'autres organisations sont en train de porter leur fruit. Elles mobilisent l'opinion publique et les décideurs. Mais au niveau local, beaucoup reste pour renforcer le poids des producteurs et des OP. Il s'avère qu'il existe encore peu de coopératives structurées, avec une domination de petits groupements. Autre constat clair : il reste beaucoup à faire aussi pour renforcer la reconnaissance du rôle des femmes et des jeunes dans la sécurisation des approvisionnements laitiers.

Les industries laitières sont aussi un des moteurs essentiels du développement de la filière. Les projets de développement ont un fort besoin de la participation des laiteries. Il convient de poursuivre la construction de partenariats entre industries et communautés d'éleveurs : « *Le développement ne se fait pas en 5 ans. Il se fait à l'échelle de générations* ». En particulier, la construction d'une confiance réciproque entre industries et éleveurs doit s'envisager sur le moyen et long terme. Les uns et les autres doivent apprendre à se parler, et à trouver les solutions de type « gagnant - gagnant » susceptibles de faire émerger des projets de filières inclusives.

Pour la recherche, il reste encore beaucoup de travaux à entreprendre pour comprendre ces filières et évaluer leur contribution au développement durable. Les recherches sur l'impact du commerce du lait sur la création d'emplois, sur l'émergence de systèmes de productions agro-écologiques, ou sur la sécurisation des conditions de vie des ruraux doivent être renforcées. Les analyses sur les pratiques laitières et les moyens d'améliorer la qualité du lait de collecte doivent se poursuivre, tout comme les recherches sur les procédés innovants de transformation des laits de vache, de petits-ruminants, de bufflonne et de chamelle. Davantage d'efforts doivent aussi être fournis pour renforcer les liens entre la recherche et développement. La recherche doit s'impliquer dans le débats en cours sur les modèles à promouvoir. Au niveau national et régional, elle doit participer à des expertises permettant de proposer des projets concrets ou d'appuyer les politiques publiques, en identifiant des priorités d'investissement et de mesure. Au niveau local, les travaux de terrain doivent pouvoir alimenter les réflexions des instances de concertation locales, accompagner l'émergence de système de production et de collecte durables. La recherche est aussi attendue pour améliorer et partager les connaissances de terrain, renforcer les capacités stratégiques des acteurs, leurs savoir-faire, expérimenter des innovations, renforcer les liens entre éleveurs, collecteurs et laiteries. Cette dynamique doit s'appuyer sur des produits de communication auprès des acteurs de la filière et du grand public qui valorisent les publications académiques sous forme de fiches techniques, de manuels, de formations, etc.

Mais en même temps, les chercheurs doivent rester vigilants dans la qualité scientifique de leurs publications. Les rencontres de Dakar ont été l'occasion de souligner le manque de prise en compte de la littérature scientifique dans certaines des communications présentées. Nous restons parfois trop focalisés sur notre étude de cas. Nous décrivons avec précision ce que nous avons observé, notre terrain, notre échantillon. Mais nous n'allons probablement pas toujours assez loin dans la lecture des publications déjà disponibles sur le sujet. Nous ne sommes pas toujours en capacité de faire le lien entre nos résultats et les enjeux de développement durable de la filière laitière. Du coup, les réponses aux questions de développement ne ressortent pas toujours. Est-ce que le lait en poudre va continuer à entrer ? Quelles sont les priorités d'investissements publics ? Comment organiser la connexion entre des zones urbaines et des zones rurales de plus en plus isolés ou laissées pour compte ? Comment structurer les organisation professionnelles et interprofessionnelles ? Comment convaincre de

manière pragmatique les décideurs qu'un plan d'action est prêt pour orienter les investissements. La richesse des débats d'un tel Symposium doit ainsi être valorisée par des publications académiques.

Les décideurs politiques sont interpellés très fortement sur l'avenir de cette filière et plus généralement sur l'avenir du pastoralisme et des systèmes d'agriculture élevage dans différentes régions d'Afrique. Cela implique notamment de répondre aux attentes très fortes des populations rurales du Sahel. Dans plusieurs pays, des programmes de développement de la filière laitière sont déjà lancés. En Afrique de l'Ouest ces initiatives devront être renforcées par l'offensive régionale lait local de la CEDEAO. Des débats doivent avoir lieu sur les niveaux de taxation des importations et sur les stratégies d'incorporation du lait local dans les produits laitiers industriels.

Les partenaires techniques sont partout en appui à la filière laitière. Il s'agit principalement des agences de développement publiques, mais aussi des fondations ou des banques privées. Leur rôle en Afrique et dans les autres pays en développement est particulièrement important. Une collaboration entre ces partenaires, les acteurs des filières, les décideurs politiques et la recherche est essentielle. L'initiative lait local de la CEDEAO doit être accompagnée par des partenaires financiers, au risque que la dynamique enclenchée ne s'éteigne par manque de moyens.

Mais au-delà de ces rôles distincts, les rencontres ont souligné que les trajectoires de développement se construisent ensemble, et qu'elles reposent sur **l'établissement de partenariats locaux, nationaux et régionaux**. L'animation d'instances de concertation locales, nationales et régionales, et la constitution d'Alliances collectives conduisant des projets communs sont des conditions nécessaires pour l'émergence de nouvelles trajectoires de développement. Les choix collectifs sont complexes, et ils impliquent des arbitrages qui doivent être éclairés par les différents points de vue des acteurs en présence. Plusieurs expériences innovantes de collecte en zones rurales serviront d'exemple à ces concertations. **Pour ce qui est de l'Afrique de l'Ouest** il est à espérer que les réunions prochaines de la Task Force en charge du lancement de l'Offensive lait CEDEAO vont être l'occasion de lever ces incertitudes et d'avancer vers une vision commune.

Dans cet esprit, **le succès de ces Rencontres doit beaucoup à la présence de plusieurs industriels** (Laiterie du Berger, Arla, Glanbia), **de plusieurs partenaires financiers** (Alliance Sahel, Fondation Grameen Credit agricole) **et d'organisations publiques** (CEDAO, FAO, Ministère de l'élevage du Sénégal) qui ont beaucoup apporté aux débats par leur franchise et leur honnêteté.

A l'issue du Symposium, le comité d'organisation s'est réuni pour envisager l'organisation de la prochaine édition des 4^{èmes} Rencontres « Lait, vecteur de développement ». Le choix du pays sélectionné pour l'organisation de ces prochaines rencontres sera publié très prochainement sur le site web du Réseau. Car nos efforts ne doivent pas s'arrêter là. Ce réseau est original et il mérite d'être consolidé par d'autres occasions de rencontres, de débat, et de réflexion sur l'avenir du secteur laitier. Pour que « le lait » représente réellement un « vecteur de développement ».

Pour le Comité scientifique,

G. Duteurtre, M.T. Sraïri